



13739
Distr.: LIMITEE

CEA/TNG/CDSR/CIE/XVI/5
Mars 2001

Original: FRANÇAIS

**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Centre de développement sous-régional
pour l'Afrique du Nord (CDSR)**

Seizième réunion du Comité intergouvernemental d'experts

Tanger (Maroc)
13-16 mars 2001

**IDENTIFICATION ET ANALYSE DES METHODES ET
STRATEGIES EPROUVEES POUR REDUIRE
LES DISPARITES ENTRE LES SEXES**

IDENTIFICATION ET ANALYSE DES METHODES ET STRATEGIES EPROUVEES POUR REDUIRE LES DISPARITES ENTRE LES SEXES

INTRODUCTION	1
I. LES MEILLEURES METHODES ET STRATEGIES POUR REDUIRE LES DISPARITES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES EN AFRIQUE DU NORD	2
A. La stratégie d'intégration d'une démarche soucieuse d'équité	2
B. La prise en compte du cycle de vie	7
C. Le partenariat entre les femmes et les hommes	9
II. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	11
A. Conclusions	11
B. Recommandations générales	12
C. Recommandations spécifiques	14
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES	15

IDENTIFICATION ET ANALYSE DES METHODES ET STRATEGIES EPROUVEES POUR REDUIRE LES DISPARITES ENTRE LES SEXES

INTRODUCTION

Ce rapport est préparé en réponse au « Projet de programme de travail et ordre de priorité de la CEA pour la période biennale 2000-2001 »¹. En effet, celui-ci spécifie, dans le sous-programme 7², la documentation à préparer à l'intention des organes délibérants en réponse aux mandats donnés par les Résolutions 49/103, 50/04, 51/171, 51/176 de l'Assemblée générale et les Résolutions 809 (XXXI), 826 (XXXII), 828 (XXXII), 830 (MFC.1) de la Commission.

Les Conférences sur les femmes de Dakar (1994) et de Beijing (1995) ont défini les méthodes et les stratégies à mettre en place pour réduire les disparités entre les femmes et les hommes. Celles-ci incluent, notamment, « la stratégie d'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes (l'approche genre) », « la prise en compte du cycle de vie » ainsi que « le partenariat entre les femmes et les hommes ». Ces stratégies et approches, de part leur nature structurelle, permettraient d'effectuer des changements durables et soutenus dans les relations entre les femmes et les hommes ainsi que dans leurs rôles respectifs.

C'est dans ce cadre aussi que les Gouvernements des pays d'Afrique du Nord ont adopté des mesures pour réduire les disparités entre les femmes et les hommes. Ces mesures en sont au stade initial, dans la plupart des cas. Il s'agit, pour ce rapport, de mettre en relief les meilleures mesures adoptées dans le cadre de ces stratégies et de ces approches, d'en souligner les défis et de suggérer des actions à entreprendre pour les renforcer et les multiplier dans la sous - région³.

Ce rapport comporte deux chapitres :

Le premier chapitre analyse les mesures les plus performantes qui ont été mis en œuvre, dans le cadre de chaque stratégie, dans chacun des pays d'Afrique du Nord.

Le deuxième et dernier chapitre établit les défis ainsi que les actions générales et spécifiques qui pourraient être entreprises pour renforcer et multiplier ces meilleures pratiques en Afrique du Nord.

¹ E/ECA/CM.24/7.

² Sous-programme 7 : Appuyer les activités de développement au niveau sous - régional

³ Pour son élaboration, le rapport s'est inspiré essentiellement des informations mises à la disposition des Nations Unies, y compris les rapports nationaux présentés par les Etats Membres de la sous - région, sur l'application des Plate - Formes de Dakar (1994) et de Beijing (1995).

I. LES MEILLEURES METHODES ET STRATEGIES POUR REDUIRE LES DISPARITES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES EN AFRIQUE DU NORD

A. La stratégie d'intégration d'une démarche soucieuse d'équité

L'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes ou bien l'intégration de l'approche genre consiste à veiller à ce que l'égalité constitue un objectif central de toutes les interventions publiques. Il s'agit d'une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes, aussi bien que celles des hommes, dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes publics dans tous les domaines – politique, économique et social – de manière à ce que les femmes et les hommes bénéficient d'avantages égaux et que l'inégalité ne puisse se perpétuer.

Cette stratégie devrait s'appliquer autant au niveau des études comme des activités de plaidoyer, de la législation, de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes et des projets de manière à ce que tous les efforts publics puissent contribuer à l'objectif de l'égalité et de l'équité. En plus, cette démarche devrait s'appliquer non seulement aux secteurs sociaux mais aussi à toutes les interventions publiques, telles que celles qui concernent les infrastructures, les mesures économiques, le développement urbain, la lutte contre la pauvreté, et la bonne gouvernance, entre autres. En plus, il est important de noter, que les institutions autant que les politiques et les programmes peuvent être porteuses de procédures qui engendrent et perpétuent la discrimination et l'inégalité. Aussi, celles-ci devraient faire l'objet d'efforts de transformation. Cependant, il est à noter que cette stratégie ne peut remplacer les institutions, efforts et ressources consacrés tout particulièrement aux femmes, mais les compléter.

Un outil fondamental de la stratégie de l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes ou bien de l'intégration de l'approche genre, est l'analyse des sexes - spécificités ou l'analyse de genre. Cette analyse consiste à comprendre la situation absolue et relative des femmes et des hommes, les relations qu'ils entretiennent, leurs respectifs rôles sociaux ainsi que l'impact des mesures publiques prévues, avant de prendre quelque décision que ce soit. Cette analyse devrait permettre de définir les transformations requises pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Pour intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les femmes et les hommes dans les politiques, les programmes et les institutions publiques, il faut aussi que les responsables soient résolus à promouvoir cette égalité, notamment en mettant en place des mécanismes qui établissent les responsabilités et des indicateurs de suivi et d'évaluation. Des ressources humaines et matérielles compétentes et suffisantes sont aussi nécessaires.

En Tunisie, lors de l'élaboration de son VIII Plan national de développement (1992-96), une commission « Femme et développement » a été créée, à l'instar des

autres 12 commissions, pour examiner de près la situation de la femme dans l'ensemble des secteurs de développement et pour élaborer une stratégie spécifique qui arrêterait des objectifs sectoriels précis, dans le cadre d'une vision globale et cohérente. Cette commission a permis, pour la première fois dans l'histoire de la Tunisie, d'établir un tableau exhaustif de la situation des femmes et d'élaborer une stratégie « femme et développement ». Sur la base de cette expérience, le IX Plan national de développement (1997-2001) a inclus le dossier de l'intégration des femmes dans le développement comme l'une des principales dimensions de la planification stratégique. Aussi, dans ce cadre, une nouvelle stratégie « Femme et développement » a été élaborée.

Les femmes cadres ont largement participé au sein de la commission « Femme et développement », qui comprend aussi des représentants de tous les départements ministériels, d'ONGs féminines, d'ONGs de développement, d'organisations nationales du travail et du patronat, d'experts, d'universitaires et de personnes ressources. De même, le taux de représentation des femmes cadres au sein des autres commissions sectorielles a évolué entre les deux plans nationaux de développement.

La stratégie « Femme et développement » vise à réaliser une meilleure insertion économique et sociale des femmes et à réaliser l'égalité des chances dans les différents secteurs, de manière à lever tout obstacle de nature à entraver l'intégration des femmes dans le développement, en tant qu'acteur et bénéficiaire.

Grâce à cette approche d'intégration de la dimension genre, la composante femme a pris de la visibilité dans les grands projets de développement, notamment dans le cadre des Programmes de développement intégré exécutés par le Ministère de l'Agriculture. Parallèlement, l'appui aux activités productives des femmes est devenu une constante dans les projets de développement agricole ainsi que dans les programmes de lutte contre la pauvreté.

D'autre part, dans le cadre de la réforme du système de l'éducation, des mesures spécifiques ont été adoptées visant le maintien de la fille dans le système scolaire et l'intégration des jeunes filles dans de nouvelles filières de la formation professionnelle. De même, la réalisation et l'équipement des écoles se conjugue avec les projets de routes et de pistes rurales pour garantir aux petites filles un accès ininterrompu à l'éducation. De plus, l'amélioration et la construction de logements se réalisent en même temps que celles de centres de santé offrant une gamme minimale de prestations de santé primaires.

La stratégie « Femme et développement », étant intégrée dans la stratégie globale de développement, elle bénéficie de ressources nationales qui proviennent, d'une part, des budgets alloués au titre du développement aux départements techniques qui interviennent dans la promotion féminine et qui se chargent de la réalisation des objectifs sectoriels qualitatifs et quantitatifs fixés par la stratégie femme, et, d'autre part, du budget alloué au Ministère des affaires de la femme et de la famille (MAFF).

L'adoption de cette approche a aussi permis la mise en œuvre d'un programme national de développement d'indicateurs sexo-spécifiques visant la systématisation du genre auprès de 50 institutions produisant des statistiques ; la réalisation d'une étude et le développement d'outils statistiques et analytiques sur la situation de l'emploi féminin ; et l'élaboration d'une étude et d'un guide méthodologique sur l'impact des projets de développement sur la femme.

La stratégie « Femme et développement », de part sa nature transversale, a impliqué l'ensemble des secteurs dans un partenariat inter-institutionnel. A cet effet, le Conseil national « Femme et famille » (CNFF) a été créé en 1992, comme organe consultatif du MAFF, dans le cadre duquel se développe le partenariat entre tous les intervenant gouvernementaux et non - gouvernementaux.

De plus, une commission de suivi de l'image de la femme dans les médias a été mise en place en 1997, ainsi qu'une Commission pour la promotion de l'égalité des chances entre les sexes et du suivi de l'application des lois, avec pour domaine prioritaire d'intervention la situation de la femme dans l'emploi et les perspectives à la veille du XXI^{ème} siècle.

Le suivi régulier de la stratégie « Femme et développement » s'effectue par le biais de femmes chargées de mission dans des cabinets ministériels. En 1998 il y avait 14 femmes chargées de mission, lesquelles sont des répondants pour le MAFF. Au niveau régional, les conseils de développement régionaux ont intégré dans leur composition au moins deux femmes cadres. De même, des commissions régionales pour la promotion de la femme rurale ont été créés, en 1998, dans chaque gouvernorat. Ces commissions sont formées des responsables régionaux des différents ministères, de personnes ressources, de cadres féminins et d'ONGs. Leur tâche est de définir un plan d'action régional pour la femme rurale et d'en assurer le suivi et l'évaluation en coordination avec le MAFF. Au niveau municipal, en 1998, les conseils municipaux ont désigné parmi leur composition un membre pour s'occuper du dossier famille et personnes âgées.

En Mauritanie, en 1996, le Premier Ministre a adressé une lettre circulaire à l'ensemble des départements les invitant à intégrer davantage dans leurs programmes respectifs les questions de promotion féminine en collaboration avec le Secrétariat d'Etat à la condition féminine (SECF). De manière à intégrer la dimension genre dans les stratégies sectorielles, un groupe de travail intersectoriel a été mis en place. Actuellement, le Plan d'action de lutte contre la pauvreté s'appuie sur une approche multi - sectorielle et sur l'intégration de la dimension genre dans les programmes et projets. Le SECF fait partie du comité technique « environnement et développement », qui vise à coordonner et assurer le suivi des politiques et stratégies en matière d'environnement, ainsi que des groupes de travail consultatifs visant à préparer le Plan d'action de lutte contre la désertification.

En Algérie, la participation des femmes dans la définition des politiques est en voie de concrétisation à travers une plus grande implication des femmes dans le processus de décision, notamment dans des secteurs qui leur étaient totalement

fermés comme les finances, la planification économique et la gestion des collectivités locales.

La récente conférence sur la Pauvreté⁴ a mis en exergue la nécessité de traiter du genre autant dans les stratégies comme dans les programmes nationaux et les projets pilotes visant à réduire la pauvreté. Dans ce contexte, une stratégie visant à contribuer à un équilibre approprié entre les deux sexes à tous les niveaux de la vie sociale, politique et économique a été adoptée.

Le Gouvernement d'Egypte a aussi utilisé l'approche de l'intégration du genre durant la préparation du Plan national de développement socio-économique pour la période quinquennale 1997/98 - 2001/2002. Le Plan vise à faire contribuer toutes les ressources productives du pays à la croissance et à l'amélioration des indicateurs de développement humain dans tous les domaines par la réduction, entre autres, des disparités sexo-spécifiques. Pour cela, elle se fixe comme moyens la responsabilisation des femmes dans les domaines économique, social et politique ainsi que l'amélioration de leurs niveaux d'éducation et de santé.

Pour la préparation du plan quinquennal, une commission formée des représentants du Gouvernement, de chercheurs, d'universitaires, d'organisations des travailleurs et d'ONGs a préparé un cadre conceptuel, lequel s'est basé sur des études portant sur la situation des femmes égyptiennes. Des objectifs stratégiques ainsi que des mesures à prendre par les différents secteurs ont été suggérés. La priorité a été accordée aux femmes rurales et à la fillette.

Sur la base de ce cadre conceptuel, des groupes de travail ont été formés au sein des ministères de la planification, de la santé, de l'éducation, des affaires sociales, de l'emploi, de la culture, de l'information et de l'agriculture, de manière à déterminer les priorités, les programmes et les projets, ainsi que les investissements requis pour leur mise en œuvre au niveau de chaque secteur. Des indicateurs de suivi et d'évaluation ont aussi été définis. De plus, des départements « Femmes » ont été mis en place au sein du Ministère des Affaires sociales, du Ministère de l'Agriculture et de l'Institut national de planification.

La connaissance en profondeur des manifestations et des mécanismes de la discrimination qui perpétuent les disparités entre les femmes et les hommes dans la société Egyptienne a contribué à mettre en exergue une série de réalités et à adopter des objectifs concrets. Entre les réalités mises en relief, il faut souligner la discrimination vis-à-vis des filles au sein des foyers ; la violence contre les femmes ; la discrimination statistique des femmes, surtout en ce qui concerne leur travail de reproduction et de production ; et le rôle que jouent les familles et les hommes dans la formation des attitudes.

Au Maroc, le Secrétariat d'Etat chargé de la protection sociale, de la famille et de l'enfance a été créé en 1998. Il procède, la même année, à l'élaboration du Plan d'action national pour l'intégration des femmes au développement, lequel vise aussi

⁴ République Algérienne et Démocratique, *Première conférence nationale sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion*, Ministère chargé de la solidarité nationale, Alger du 28 au 30 octobre 2000.

l'intégration de l'approche genre en tant qu'outil de planification politique et technique. Le Plan national a fait l'objet d'une présentation publique présidée par le Premier Ministre.

En 1998, dans le cadre de la préparation du Plan quinquennal (1999-2003) une commission thématique « Femmes et développement » a été mise en place, laquelle prérogative est de veiller à l'adoption d'une approche genre transversale dans le Plan quinquennal et d'y insérer les dispositions et mesures préconisées par le Plan d'action national pour l'intégration des femmes au développement.

Grâce à cette approche, les politiques ciblant les femmes ne sont plus réduites à des actions sociales ponctuelles touchant des populations vulnérables mais constituent un axe prioritaire dans le programme du Gouvernement.

D'autre part, la démarche sexo - spécifique a été introduite de manière presque systématique dans l'outil statistique et la publication d'enquêtes et d'études par la Direction de la statistique ainsi que par le Centre d'études et de recherches démographiques. Grâce à l'introduction de l'approche budget-temps des femmes, l'activité des femmes rurales a été dernièrement revue à la hausse avec un gain de 8,9 points.

Le Gouvernement du Soudan, lors de la préparation de la Stratégie nationale de développement pour la période 1992-2002, en plus d'avoir adopté une stratégie spécifique pour les femmes, a introduit les besoins des femmes dans tous les autres secteurs relevant de cette stratégie. Un Comité national pour la mise en œuvre de la Plate-forme de Beijing été mis en place en 1996 et un Comité consultatif national a aussi été formé pour contribuer à la coordination des efforts multi - sectoriels et faciliter l'intégration de la dimension genre dans les autres secteurs. L'unité « Femmes » du Ministère de la planification sociale a été changée en département. Des Unités « Femmes » ont été mises en place au sein des ministères de la justice, de l'agriculture, des affaires étrangères et des points focaux établis dans les 26 états du Soudan. D'autre part, la Constitution de 1998 a introduit un quota de 25% pour la participation des femmes au Conseil national.

Les efforts récemment déployés par les Gouvernements des pays de la sous - région pour intégrer la dimension genre dans les stratégies, politiques et programmes de développement sont louables. En effet, loin des pratiques qui consistaient à mettre en place des projets sociaux pour répondre aux besoins des femmes, c'est dans le contexte de la stratégie nationale de développement que le rôle des femmes et leur place dans la société ainsi que leurs besoins ont été déterminés.

A cette occasion, les décideurs ont pu mettre en place, grâce aux études et au dialogue ouvert, les jalons d'une meilleure connaissance, autant quantitative comme qualitative, des réalités de la discrimination et des mécanismes de reproduction de celle-ci. Les informations et données collectées ont eu pour effet de mieux définir les contraintes ; les défis, dans leur nature et leur magnitude ; les opportunités ainsi que les objectifs à achever pour une réelle intégration des femmes au développement. Des objectifs et des échéances plus réalistes ont en donc découlé. L'invisibilité

statistique des femmes a été mise en exergue ainsi que les dures réalités auxquelles beaucoup sont soumises. De même, les déficits en termes d'information sur des aspects vitaux de la vie des femmes mais aussi des hommes, le besoin de désagréger les statistiques par sexe de manière systématique ainsi que le besoin d'intégrer la dimension genre dans les recherches ont aussi été mis en évidence.

Il faut noter que c'est grâce à ces efforts que tous les pays de la sous - région ont pu élaborer, à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale⁵, leur rapport national d'évaluation de l'application des Plates-formes de Dakar (1994) et de Beijing (1995). Ces rapports se sont basés sur des informations substantielles et actualisées ainsi que sur des analyses pertinentes.

En ce qui concerne les moyens mis en place pour l'intégration de la dimension genre, il faut relever des progrès au niveau des institutions créées. En effet, de part sa nature, l'intégration de la dimension genre dans les stratégies de développement a permis de réunir tous les secteurs de l'économie et de la société autour de la question de l'égalité en tant que moyen pour la promotion du développement. Les commissions créées et les points focaux installés dans les différents ministères, départements et organes décentralisés représentent les premiers jalons vers une effective intégration des besoins et des préoccupations des femmes.

La participation des femmes dans la définition et dans la mise en œuvre de ces stratégies de développement est aussi à relever. Celles-ci ont, dans la plupart des cas, participé à la définition de la stratégie femme en tant qu'expertes, cadres ou représentantes d'organisations de femmes.

Dans certains cas, l'intégration de la dimension genre dans la définition de la stratégie de développement a pu aboutir à la définition de politiques et de programmes intégrant la dimension genre. Cependant, dans la plupart des cas, ces politiques correspondent surtout aux sphères traditionnelles sociales, comme l'éducation et la santé.

Les mécanismes nationaux responsables de la question de la femme, malgré leur diversité, ont tous contribué à ces efforts d'intégration de la dimension genre dans les stratégies, politiques et programmes de développement. Dans quelques cas, la formation des cadres en matière de genre a été menée avec succès.

B. La prise en compte du cycle de vie

Cette approche considère que la vie est un continuum comportant différentes phases liées l'une à l'autre et auxquelles correspondent différents besoins et réalités. Cette démarche est largement appliquée dans les domaines de l'éducation et de la santé. L'un des postulats de cette approche est que pour changer de manière durable la situation des femmes il faut intervenir aussi en amont, c'est à dire, dès le jeune âge.

⁵ Session extraordinaire de l'Assemblée générale, « *Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIème siècle* », New York, Juin 2000.

En effet, les opportunités dont peut disposer une fillette dès son jeune âge détermineront en grande mesure ses capacités et ses comportements comme femme adulte. Ces opportunités (ou leur absence) auront un impact important sur le degré et la qualité de son accès au marché du travail, sur sa santé et celle de ses enfants, son autonomie, son choix du nombre d'enfants, l'éducation de ses enfants, etc... C'est d'ailleurs grâce à cette approche que la discrimination à l'égard des petites filles a été mise en exergue lors de la Cinquième conférence régionale africaine sur les femmes (Dakar, 1994) et de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995), et que des mesures ont été suggérées pour y pallier.

C'est dans ce sens, que le Gouvernement de la Tunisie a adopté des mesures législatives ainsi que des politiques sectorielles de l'éducation, de la formation professionnelle, ou de la santé pour que les filles et les garçons puissent jouir sans discrimination des mêmes droits, et des mesures spécifiques ont été prises pour répondre aux besoins particuliers des fillettes et des adolescentes.

Le Code de la protection de l'enfance a été promulgué en 1995 sur la base des principes consignés dans la Convention internationale des droits de l'enfant. Au plan de l'éducation, l'adoption d'une série de mesures telle que l'obligation scolaire, l'aménagement d'horaires adaptés aux zones rurales, le suivi scolaire à travers les « cellules de l'action de défense sociale en milieu scolaire » ont contribué à la parité fille/garçon, autant au primaire comme au secondaire, ainsi qu'à la réduction des abandons scolaires. Des efforts ont aussi été entrepris, avec des résultats significatifs, pour la réorientation des filles vers des filières scientifiques et techniques. D'autre part, le principe d'égalité entre les sexes en matière de statut, de rôle et d'image a été introduit dans tous les textes régissant le contexte éducatif.

En Mauritanie, pour lutter contre l'abandon scolaire des filles, une Commission a été mise en place, un fonds d'appui a été créé, et des campagnes médiatiques et de plaidoyer ont été montées. De plus, le Secrétariat d'Etat à la condition féminine (SECF) organise depuis quelques années une distribution de prix au profit de filles lauréates au niveau des établissements scolaires.

Le SECF a mis en place un programme d'information, d'éducation et de communication pour réduire les pratiques néfastes aux filles comme les mariages précoces, le gavage et les mutilations génitales féminines, lesquelles pratiques affectent très tôt et de manière négative la vie future des filles, en termes d'accès à l'éducation et de santé reproductive saine.

En Algérie, des constructions nouvelles entreprises entre 1995 et 1998 ont permis d'accroître le parc éducatif de manière substantielle. Ces constructions ont été réalisées dans le souci de rapprocher davantage l'école du domicile des élèves de manière à permettre l'augmentation à la fois, des taux de scolarisation et de la fréquentation scolaire, en particulier des filles des zones rurales. En plus, le projet de loi d'orientation scolaire adopté par le Gouvernement et soumis au Parlement pour approbation, prévoit aux termes de l'Article 7, des sanctions à l'encontre de tout

parent ou tuteur qui empêcherait l'accès des enfants âgés de 6 à 16 ans à la scolarisation, sachant que cette mesure concerne plus les filles que les garçons.

En Egypte, en vue d'accroître le nombre ainsi que le taux de rétention des filles à l'école, surtout en zones rurales, un programme a été mis en place pour la construction d'écoles exclusivement réservées aux filles âgées de 8 à 15 ans qui ne sont pas inscrites ou qui ont abandonné l'école. Ceci aura aussi des répercussions sur le mariage précoce des filles. D'autre part, en vue de l'élimination de la circoncision des filles, en 1996, le Ministère de la santé a publié le décret ministériel No. 261 interdisant et criminalisant la circoncision des filles dans les centres de santé publiques et privés. Des campagnes d'information et de sensibilisation sont menées dans les médias en vue de changer les attitudes des familles vis à vis des filles.

Au Maroc, dans le cadre du Plan quinquennal (1999-2003), en 1998, le Ministère de l'éducation nationale a établi un Plan de promotion de l'enseignement de base et fondamental. Ce Plan fixe l'objectif de la généralisation du premier et du second cycle de l'Enseignement fondamental, respectivement pour 2002 et 2008 avec un effort supplémentaire en faveur des filles rurales en vue de la réalisation du principe de l'égalité entre garçons et filles. Au cours de la même année, et dans le cadre de l'appui social à la scolarisation des filles rurales, 100.000 filles rurales ont bénéficié du programme de distribution de denrées alimentaires.

En Libye, le Gouvernement, conscient de la nécessité de faire face au problème de la déscolarisation au niveau de l'enseignement fondamental, notamment chez les filles, prendra des mesures pour y faire face.

Pour le Gouvernement du Soudan les abandons scolaires par les filles est une préoccupation prioritaire. Le Ministère de l'éducation, sur la base d'études sur les raisons de ces abandons, a entrepris de sensibiliser les directeurs d'écoles et les parents des filles sur l'importance de l'éducation des filles, de réviser le contenu des curriculum et de réduire le coût de l'éducation.

Le Gouvernement a adopté un programme pour l'éradication des pratiques néfastes à l'encontre des filles, y compris la circoncision des filles.

C. Le partenariat entre les femmes et les hommes

Cette approche accorde une place primordiale et un rôle clé aux hommes dans la transformation des relations entre les femmes et les hommes et l'élimination des disparités entre les sexes. En effet, il est de plus en plus reconnu qu'il est nécessaire d'établir des relations de partenariat entre les femmes et les hommes et d'associer les hommes pour réaliser l'objectif de l'égalité. Par exemple, pour que la situation change dans les domaines de la santé reproductive, de l'éducation des fillettes et de la violence à l'égard des femmes, le comportement des hommes doit changer.

En Tunisie, le Plan d'action national pour la famille, lequel a été adopté en 1996, a pour but de renforcer l'égalité et la réciprocité entre l'homme et la femme et

d'asseoir les fondements du respect des droits de la personne humaine au sein de la famille. Le Plan d'action est appuyé par une stratégie de communication laquelle tente de promouvoir un modèle et une image de la famille fondée sur le dialogue, l'égalité, et la redistribution des rôles.

De plus, les hommes sont considérés comme étant des cibles prioritaires pour améliorer la santé reproductive des femmes. Pour cela, des « Espaces jeunes et hommes » ont été créés dans les centres de santé reproductive et des supports éducatifs et de sensibilisation axés sur le rôle et la responsabilité de l'homme en matière de santé reproductive et de vie familiale ont été diffusés.

Sur le plan législatif, en 1993, une réforme a été introduite à l'article 23 du code du statut personnel spécifiant, dès lors, « l'obligation faite aux deux époux de se traiter mutuellement avec bienveillance et de s'entraider dans la gestion du foyer et des enfants ». De plus, les deux conjoints « doivent s'entraider dans la gestion du foyer, la bonne éducation des enfants ainsi que la gestion des affaires de ces derniers y compris l'enseignement, les voyages et les transactions financières ».

En Egypte, des mesures ont été prises pour promouvoir les études, tant par les hommes que par les femmes, sur la violence envers les femmes. De même, les maris participent à des cours sur la santé reproductive offerts par les centres de santé. Le Ministère de l'éducation a modifié le contenu des textes scolaires pour montrer une image positive des femmes, leur rôle constructif en dehors du foyer et le besoin de coopération et de partenariat entre les hommes et les femmes, surtout au sein de la famille. Les médias, pour leur part, ont été utilisées pour montrer une image de l'homme non violent, respectueux de la femme et pour demander aux hommes de changer d'attitude vis-à-vis des femmes.

Les efforts entrepris par les Gouvernements des pays de la sous-région pour changer les attitudes et les comportements des garçons et des hommes vis-à-vis des filles et des femmes, quoique louables, sont limités, de part leur quantité et leur nature. Le rôle fondamental et stratégique que peuvent jouer les hommes pour soutenir les efforts en vue de réduire les disparités entre les femmes et les hommes est une opportunité qui ne peut pas être négligée.

II. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Conclusions

Le bilan des mesures récemment prises par les Gouvernements des pays d'Afrique du Nord pour réduire les disparités entre les femmes et les hommes, démontre une prise de conscience de la nécessité de :

- Dépasser le stade de l'assistanat et des projets spéciaux et de passer à celui d'une intervention active pour faire de l'égalité entre les femmes et les hommes, un moyen d'atteindre la croissance et le développement durable. Aussi, c'est dans le contexte des stratégies nationales de développement récemment adoptées par les Gouvernements que des mesures pour la réduction des disparités entre les femmes et les hommes ont été définies.

- D'intervenir activement sur des variables structurelles. Dans ce sens, les approches du genre, du cycle de vie et du partenariat entre femmes et hommes ont toutes été utilisées, à des degrés différents, il est vrai.

Il est important de constater que les efforts déployés pour mieux comprendre la réalité de la discrimination dans ses multiples dimensions ont permis de mieux définir les défis et les objectifs pour y remédier. Des échéances plus raisonnables en ont découlé. Ceci est un atout nouveau sur lequel doivent se baser les actions dans le futur. Ces efforts doivent continuer et être mieux diffusés.

L'approche de l'intégration du genre dans les stratégies de développement, bien qu'elle ait fait l'objet de grands efforts de la part des Gouvernements des pays de la sous - région, en est encore à ses débuts. En effet, les secteurs non-traditionnels n'arrivent pas encore à être percés. De plus, le travail non - rémunéré des femmes n'arrive pas encore à attirer l'attention des décideurs. Ce travail constitue un paramètre de la vie des femmes. Il conditionne le temps disponible des femmes pour l'éducation, l'alphabétisation, la formation et pour l'accès au marché du travail. De plus, les mesures adoptées requièrent des indicateurs sexo - spécifiques pour assurer le suivi et l'évaluation de leur impact. La participation des femmes à tous les niveaux et dans tous les secteurs est cruciale car elle permet de mettre en exergue leurs besoins et leurs expériences.

Il est suggéré au CIE de prendre note que, dans certains pays (Afrique du Sud, Royaume Uni, Australie, Canada, Sri Lanka, et Tanzanie) les budgets ont fait aussi l'objet d'une analyse de genre. L'impact différencié, sur les femmes et les hommes, des dépenses publiques et de la structure fiscale a été évalué. Ces expériences ont permis la définition de changements pour faire en sorte que le budget puisse créer les mêmes opportunités pour les femmes et pour les hommes.

Il faudrait souligner que l'approche du cycle de vie a été adoptée, en fait, très tôt par les Gouvernements des pays de la sous - région. Les efforts continus de scolarisation massive des fillettes en sont la preuve. Dans tous les pays de la sous -

région, les fillettes ont pu bénéficier, dans une grande mesure, des investissements effectués par les Gouvernements pour la généralisation de l'éducation primaire. C'est grâce à ces investissements que celles-ci ont pu atteindre des taux de scolarisation en constante progression et atteindre, dans certains cas, la parité avec les garçons.

Aujourd'hui, la plupart des Gouvernements ont pour objectif de réduire les abandons scolaires par les filles. Il reste cependant, à prendre des mesures pour améliorer le statut des fillettes au sein des familles aussi car, très souvent, le poids des tâches domestiques, le traitement discriminatoire, la violence, l'abus, et le travail précoce limitent leur accès à l'éducation, leur développement, et leurs perspectives d'autonomie dans leur vie adulte.

En ce qui concerne l'approche du partenariat entre les femmes et les hommes les efforts entrepris ont besoin d'être soutenus par une vision et par un engagement qui octroient un rôle primordial aux hommes dans la promotion de l'égalité, et donc du développement et de la croissance. Etant donnée la nouveauté de ce domaine d'action, des études pourraient être entreprises pour mieux définir les défis, les objectifs ainsi que les mesures à adopter pour promouvoir et supporter des changements positifs. Dans certains pays, des hommes se sont organisés au sein d'associations d'hommes pour aborder les thèmes relatifs à la masculinité dans un monde en changement et pour contribuer à la lutte contre les attitudes néfastes aux hommes comme aux femmes, telles que la violence.

B. Recommandations générales

De manière à renforcer et multiplier les meilleures pratiques, au vu des acquis et des défis observés, quelques recommandations sont suggérées ci-dessous :

B.1. Pour une meilleure intégration de la dimension genre dans les politiques et programmes de développement national et sectoriel, il conviendrait de:

- Continuer à mener des études qualitatives et multidisciplinaires pour mieux connaître les rapports de genre, les mécanismes de reproduction de la discrimination et mieux saisir les mutations en cours ;
- Assurer la diffusion massive des résultats des recherches. Les efforts de sensibilisation et d'information sur les stratégies de développement et la place des femmes dans celles-ci, bien qu'innovants dans certains cas, restent insuffisants face à la nécessité d'informer et de sensibiliser les populations et les opérateurs économiques sur l'importance stratégique du choix d'intégration des femmes comme moyen d'achever la croissance et le développement durable ;
- Intégrer la dimension genre dans les politiques et les programmes qui concernent l'emploi, la lutte contre la pauvreté, la promotion de l'entrepreneuriat, l'agriculture et autres secteurs d'importance

- Intégrer la dimension genre dans l'analyse des budgets publiques comme au niveau de leur assignation ;
- Définir des modalités institutionnelles pour la mise en œuvre, ainsi que des indicateurs pour le suivi et l'évaluation des mesures adoptées ;
- Former, de manière continue, des cadres dans l'analyse de genre ainsi que tous membres de comités ou de commissions responsables de la mise en œuvre sectorielle des plans d'action nationaux.
- Promouvoir une plus grande participation des femmes à la prise de décision dans tous les secteurs;
- Renforcer le rôle du mécanisme national pour la promotion des femmes. En effet, les mécanismes nationaux doivent gagner en visibilité et en importance au sein des Gouvernements. Leurs mandat et capacité doivent être renforcés de manière à relever les défis de l'intégration de la dimension genre de manière effective et compétente. Les cadres de cette institution doivent être adéquatement formés. La fonction de ce mécanisme doit être essentiellement de conseiller, l'application des programmes devant relever des différents ministères et autres instances de l'Etat. Dans certains cas, ce mécanisme peut développer des actions dans des domaines qui ne sont pas couverts par les ministères ; c'est le cas, par exemple, du partenariat femme-homme.

B.2. Pour véhiculer de nouvelles attitudes et perceptions par les garçons comme par les familles vis -à -vis des fillettes, il conviendrait de:

- Mener et promouvoir des études sur la famille et les fillettes ;
- Continuer les efforts entrepris de scolarisation des fillettes pour atteindre la parité avec les garçons;
- Continuer et accélérer les efforts déployés pour répondre aux phénomènes d'abandons scolaires par les fillettes ;
- Continuer et accélérer le processus de transformation des textes scolaires.

B.3. Pour promouvoir un plus grand partenariat entre les femmes et les hommes, il conviendrait de:

- Mener et promouvoir la recherche avec les universités et autres concernés sur la masculinité ;
- Mettre en place des programmes pour établir un dialogue entre les hommes sur les coûts de la discrimination et de la violence ;
- Mettre en place des campagnes d'information continues pour la diffusion de nouveaux rôles modèles et de nouvelles attitudes basées sur le partenariat ;
- Soutenir l'adoption, par les mass médias, de codes de conduites pour la promotion du partenariat entre les hommes et les femmes.

C. Recommandations spécifiques

Le Centre soumet, pour considération par le CIE, des recommandations d'activités qui pourraient être entreprises dans le cadre de la sous – région :

- Une réunion ad-hoc d'experts des pays de la sous - région sur l'intégration de la dimension genre dans les politiques de l'emploi, y compris en milieu rural, en Afrique du Nord. Cette activité serait entreprise en relation avec l'étude prévue sur les perspectives du développement et l'emploi en Afrique du Nord (Phase II) ;
- Un atelier d'échanges entre les mécanismes nationaux pour la promotion de la femme sur les meilleures pratiques en matière d'intégration de la dimension genre dans les stratégies de développement en Afrique du Nord, y compris les budgets.